

Communiqué final du Bureau international et du Conseil exécutif, réunis à Gressoney Saint-Jean du 14 au 16 décembre 2001.

Poursuivant le programme de travail que la Société s'est donné lors de son Cinquantenaire intitulé "Pour une politique de l'homme", le Conseil exécutif a consacré la partie ouverte et publique de cette session à débattre du thème: ***L'exigence de démocratie comme critère de légitimation internationale et comme facteur de paix***. Selon l'esprit affirmatif et la volonté constructive de dépassement des situations critiques qui caractérisent la politique de la culture, la démarche choisie a été de reconnaître les progrès dans la prise de conscience et dans certains faits de cette exigence: la démocratie dans ses fondements constitutifs et vue comme la meilleure forme politique de la solidarité. Il est apparu évident que le gain même dans l'acceptation du principe général faisait ressortir d'autant plus crûment les insuffisances innombrables et jusqu'à démesurées, outrageuses, dans l'application des droits et des devoirs qu'il suppose. Cet écart entre l'idée et la réalité, toutefois, n'est pas statique. L'appel, l'attraction de l'idée a une force, dont il résulte que la démocratie apparaît comme un processus en évolution,

un projet qui avance.

Comme facteur de paix, il a été dit qu'après la rupture du 11 septembre – qui peut être vue comme le début du XXI^e siècle, ainsi mis sous le signe de la lutte commune contre le terrorisme – il s'agit de plus encore: d'un facteur de survie. A cet égard l'importance de donner des contenus concrets à une démocratie véritablement participative est hors de doute, d'autant plus que le respect et la défense des minorités de tout domaine y entrent pleinement.

Les Conseillers vivant et en partie conduisant l'expérience des pays de l'Europe centrale et orientale passés aux institutions démocratiques ont souligné, chacun dans sa perspective, les difficultés à affronter et donc la nécessité d'un laps de temps beaucoup plus grand qu'initialement imaginé pour avoir raison de la mentalité totalitaire subsistante et pour construire une véritable société démocratique.

Quant aux travaux concernant la vie de la Société, il s'est agi des comptes rendus d'activité de la présidence, du secrétariat général international, de la dizaine de centres nationaux représentés. Des jalons consistants ont été posés, au chapitre des projets, pour la session plénière de 2002 (XXVe Assemblée générale ordinaire, avec le renouvellement des mandats), pour une prochaine rencontre du Conseil exécutif, pour augmenter le nombre des centres nationaux et locaux, pour la reprise modifiée de la publication de *Comprendre*.

Du Centre français, un tableau impressionnant de tous les nouveaux problèmes qu'entraînent les grands changements survenus dans notre monde contemporain a été brossé. Il suggère d'expérimenter des formes différentes outre les habituelles de collaboration entre les membres de la Société.

Le résultat de l'ensemble a permis au Président, au terme des séances, d'évoquer pour la Société ces "peu" qui peuvent le "beaucoup", dans un espace qui lui est sans aucun doute propre entre la philosophie de la politique et la structure de la politique, sans exclure certaines formes de présence dans le concret.

Cette rencontre s'est déroulée à Gressoney Saint-Jean, à la suite d'une initiative du Conseiller nouvellement élu, M. Arnaldo Alberti, sur l'invitation du Maire, M. Aldo Corné, avec le patronage de la Région Autonome Vallée d'Aoste et de la Walser Alpengemeinschaft Greschoney-Eischème. Elle a permis aux participants reconnaissants d'entrer en contact avec l'histoire et la réalité présente de la communauté germanophone des Walser, laquelle s'insère dans une Région elle-même bilingue, italo-française (franco-provençale).

Avec les membres du Bureau international: le Président, M. Vincenzo